

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 99 — 1890

[S - C - 99/09592]

4 MAI 1999. — Loi instaurant la responsabilité pénale des personnes morales

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.
Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :
CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le Code pénal*

Art. 2. L'article 5 du Code pénal, abrogé par l'article 2 de la loi du 28 juillet 1934, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 5. Toute personne morale est pénalement responsable des infractions qui sont intrinsèquement liées à la réalisation de son objet ou à la défense de ses intérêts, ou de celles dont les faits concrets démontrent qu'elles ont été commises pour son compte.

Lorsque la responsabilité de la personne morale est engagée exclusivement en raison de l'intervention d'une personne physique identifiée, seule la personne qui a commis la faute la plus grave peut être condamnée. Si la personne physique identifiée a commis la faute sciemment et volontairement, elle peut être condamnée en même temps que la personne morale responsable.

Sont assimilées à des personnes morales :

- 1° les associations momentanées et les associations en participation;
- 2° les sociétés visées à l'article 2, alinéa 3, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, ainsi que les sociétés commerciales en formation;
- 3° les sociétés civiles qui n'ont pas pris la forme d'une société commerciale.

Ne peuvent pas être considérées comme des personnes morales responsables pénalement pour l'application du présent article : l'Etat fédéral, les régions, les communautés, les provinces, l'agglomération bruxelloise, les communes, les organes territoriaux intracommunaux, la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande, la Commission communautaire commune et les centres publics d'aide sociale. »

Art. 3. A l'article 7 du même Code, les mots « commises par des personnes physiques » sont insérés entre les mots « infractions » et « sont ».

Art. 4. Il est inséré dans le même Code un article *7bis*, rédigé comme suit :

« Art. *7bis*. Les peines applicables aux infractions commises par les personnes morales sont :

En matière criminelle, correctionnelle et de police :

- 1° l'amende;
- 2° la confiscation spéciale; la confiscation spéciale prévue à l'article 42, 1°, prononcée à l'égard des personnes morales de droit public, ne peut porter que sur des biens civilement saisissables;

En matière criminelle et correctionnelle :

- 1° la dissolution; celle-ci ne peut être prononcée à l'égard des personnes morales de droit public;
- 2° l'interdiction d'exercer une activité relevant de l'objet social, à l'exception des activités qui relèvent d'une mission de service public;
- 3° la fermeture d'un ou plusieurs établissements, à l'exception d'établissements où sont exercées des activités qui relèvent d'une mission de service public;
- 4° la publication ou la diffusion de la décision. »

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 1890

[S - C - 99/09592]

4 MEI 1999. — Wet tot invoering van de strafrechtelijke verantwoordelijkheid van rechtspersonen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :
HOOFDSTUK. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het Strafwetboek*

Art. 2. Artikel 5 van het Strafwetboek, opgeheven door artikel 2 van de wet van 28 juli 1934, wordt opnieuw opgenomen in de volgende lezing :

« Art. 5. Een rechtspersoon is strafrechtelijk verantwoordelijk voor misdrijven die hetzij een intrinsiek verband hebben met de verwezenlijking van zijn doel of de waarneming van zijn belangen, of die, naar blijkt uit de concrete omstandigheden, voor zijn rekening zijn gepleegd.

Wanneer de rechtspersoon verantwoordelijk gesteld wordt uitsluitend wegens het optreden van een geïdentificeerde natuurlijke persoon, kan enkel degene die de zwaarste fout heeft begaan worden veroordeeld. Indien de geïdentificeerde natuurlijke persoon de fout wetens en willens heeft gepleegd kan hij samen met de verantwoordelijke rechtspersoon worden veroordeeld.

Met rechtspersonen worden gelijkgesteld :

- 1° tijdelijke verenigingen en verenigingen bij wijze van deelneming;
- 2° vennootschappen bedoeld in artikel 2, derde lid van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, alsook handelsvennootschappen in oprichting;
- 3° burgerlijke vennootschappen die niet de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen.

Voor de toepassing van dit artikel kunnen niet als strafrechtelijk verantwoordelijke rechtspersoon worden beschouwd : de federale staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de Brusselse agglomeratie, de gemeenten, de binnengemeentelijke territoriale organen, de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 3. In artikel 7 van hetzelfde Wetboek worden tussen het woord « misdrijven » en het woord « toepasselijk » de woorden « gepleegd door natuurlijke personen » ingevoegd.

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel *7bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *7bis*. De straffen toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen zijn :

In criminele zaken, in correctionele zaken en in politiezaken :

- 1° geldboete;
- 2° bijzondere verbeurdverklaring; de bijzondere verbeurdverklaring, bepaald in artikel 42, 1°, uitgesproken ten aanzien van publiekrechtelijke rechtspersonen kan enkel betrekking hebben op goederen die vatbaar zijn voor burgerlijk beslag;

In criminele en correctionele zaken :

- 1° ontbinding; deze kan niet worden uitgesproken ten aanzien van de publiekrechtelijke rechtspersoon;
- 2° verbod een werkzaamheid die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel te verrichten, met uitzondering van werkzaamheden die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;
- 3° sluiting van een of meer inrichtingen, met uitzondering van de inrichtingen waar werkzaamheden worden verricht die behoren tot een opdracht van openbare dienstverlening;
- 4° bekendmaking of verspreiding van de beslissing. »

Art. 5. Il est inséré dans la section V, livre I^{er}, chapitre II, du même Code une sous-section I^{re}, comprenant les articles 31 à 34, intitulée comme suit :

« Sous-section I^{re} — Des peines communes aux crimes et aux délits applicables aux personnes physiques »

Art. 6. Il est inséré dans la section V, livre I^{er}, chapitre II, du même Code une sous-section II, comprenant les articles 35 à 37bis, rédigée comme suit :

« Sous-section II — Des peines communes aux crimes et aux délits applicables aux personnes morales

Art. 35. La dissolution peut être décidée par le juge lorsque la personne morale a été intentionnellement créée afin d'exercer les activités punissables pour lesquelles elle est condamnée ou lorsque son objet a été intentionnellement détourné afin d'exercer de telles activités

Lorsqu'il décide la dissolution, le juge renvoie la cause devant la juridiction compétente pour connaître de la liquidation de la personne morale.

Art. 36. L'interdiction temporaire ou définitive d'exercer une activité relevant de l'objet social de la personne morale pourra être prononcée par le juge dans les cas prévus par la loi.

Art. 37. La fermeture temporaire ou définitive d'un ou plusieurs établissements de la personne morale pourra être prononcée par le juge dans les cas prévus par la loi.

Art. 37bis. La publication ou la diffusion de la décision aux frais du condamné pourra être prononcée par le juge dans les cas déterminés par la loi. »

Art. 7. Il est inséré dans la section VI, livre I^{er}, chapitre II, du même Code une sous-section I^{re} comprenant les articles 38 à 41, intitulée comme suit :

« Sous-section I^{re}. — De l'amende applicable aux personnes physiques »

Art. 8. Il est inséré dans la section VI, livre I^{er}, chapitre II, du même Code une sous-section II comprenant un article 41bis, rédigée comme suit :

« Sous-section II — De l'amende applicable aux personnes morales

Art. 41bis. § 1^{er}. Les amendes applicables aux infractions commises par les personnes morales sont :

En matière criminelle et correctionnelle :

— lorsque la loi prévoit pour le fait une peine privative de liberté à perpétuité : une amende de deux cent quarante mille francs à sept cent vingt mille francs;

— lorsque la loi prévoit pour le fait une peine privative de liberté et une amende, ou l'une de ces peines seulement : une amende minimale de cinq cents francs multipliés par le nombre de mois correspondant au minimum de la peine privative de liberté, et sans pouvoir être inférieure au minimum de l'amende prévue pour le fait; le maximum s'élève à deux mille francs multipliés par le nombre de mois correspondant au maximum de la peine privative de liberté, et sans pouvoir être inférieure au double du maximum de l'amende prévue pour le fait;

— lorsque la loi ne prévoit pour le fait qu'une amende : le minimum et le maximum sont ceux prévus par la loi pour le fait.

En matière de police :

— une amende de vingt-cinq francs à deux cent cinquante francs.

§ 2. Pour la détermination de la peine prévue au § 1^{er}, les dispositions du livre I^{er} sont applicables. »

Art. 9. Il est inséré dans la section VI, livre I^{er}, chapitre II, du même Code, une sous-section III, comprenant les articles 42 à 43ter, intitulée comme suit :

« Sous-section III — De la confiscation spéciale »

Art. 10. Au même Code, il est inséré un article 50bis, libellé comme suit :

« Art. 50bis. — Nul ne peut être tenu civilement responsable du paiement d'une amende à laquelle une autre personne est condamnée, s'il est condamné pour les mêmes faits. »

Art. 11. L'article 86 du même Code est complété comme suit :

« La perte de la personnalité juridique de la personne morale condamnée n'éteint pas la peine. »

Art. 5. In afdeling V van boek I, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling I ingevoegd die de artikelen 31 tot 34 bevat, met als opschrift :

« Onderafdeling I. — Straffen aan misdaden en wanbedrijven gemeen, toepasselijk op natuurlijke personen »

Art. 6. In afdeling V van boek I, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling II ingevoegd, die de artikelen 35 tot 37bis bevat, luidende :

« Onderafdeling II — Straffen aan misdaden en wanbedrijven gemeen, toepasselijk op rechtspersonen

Art. 35. Ontbinding kan door de rechter worden uitgesproken, wanneer de rechtspersoon opzettelijk is opgericht om de strafbare werkzaamheden te verrichten waarvoor hij wordt veroordeeld of wanneer hij opzettelijk van zijn doel is afgewend om dergelijke werkzaamheden te verrichten.

Wanneer de rechter de ontbinding uitspreekt, verwijst hij de zaak naar het gerecht dat bevoegd is kennis te nemen van de vereffening van de rechtspersoon.

Art. 36. Tijdelijk of definitief verbod een werkzaamheid te verrichten die deel uitmaakt van het maatschappelijk doel van de rechtspersoon, kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen door de wet bepaald.

Art. 37. Tijdelijke of definitieve sluiting van een of meer inrichtingen van de rechtspersoon kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen door de wet bepaald.

Art. 37bis. Bekendmaking of verspreiding van de beslissing op kosten van de veroordeelde kan door de rechter worden uitgesproken in de gevallen bepaald door de wet. »

Art. 7. In afdeling VI, boek I, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling I ingevoegd, die de artikelen 38 tot 41 bevat, met als opschrift :

« Onderafdeling I. — De geldboete op natuurlijke personen toepasselijk »

Art. 8. In boek I, hoofdstuk II, afdeling VI, van hetzelfde Wetboek wordt een onderafdeling II ingevoegd, die een artikel 41bis bevat, luidende :

« Onderafdeling II. — De geldboete op rechtspersonen toepasselijk

Art. 41bis. § 1. De geldboeten toepasselijk op misdrijven gepleegd door rechtspersonen, zijn :

In criminele en correctionele zaken :

— wanneer de wet op het feit levenslange vrijheidsstraf stelt : geldboete van tweehonderdveertig duizend frank tot zevenhonderd-twintigduizend frank;

— wanneer de wet op het feit vrijheidsstraf en geldboete stelt, of een van de straffen alleen : geldboete van minimum vijfhonderd frank vermenigvuldigd met het getal van de maanden van de minimumvrijheidsstraf, doch niet lager dan de minimumgeldboete op het feit gesteld; met als maximum tweeduizend frank vermenigvuldigd met het getal van de maanden van de maximumvrijheidsstraf, doch niet lager dan het dubbele van de maximumgeldboete op het feit gesteld;

— wanneer de wet op het feit enkel geldboete stelt : geldboete met minimum en maximum als door de wet op het feit gesteld.

In politiezaken :

— geldboete van vijftig frank tot tweehonderdvijftig frank.

§ 2. Voor het bepalen van de straf bedoeld in § 1 zijn de bepalingen van boek I van toepassing. »

Art. 9. In afdeling VI van boek I, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, wordt een onderafdeling III ingevoegd die de artikelen 42 tot 43ter bevat, met als opschrift :

« Onderafdeling III — Bijzondere verbeurdverklaring »

Art. 10. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 50bis ingevoegd, luidende :

« Art. 50bis. — Niemand kan burgerrechtelijk aansprakelijk worden gesteld voor betaling van geldboete waartoe een ander wordt veroordeeld, indien hij wegens dezelfde feiten wordt veroordeeld. »

Art. 11. Artikel 86 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« Het verlies van rechtspersoonlijkheid van de veroordeelde rechtspersoon doet de straf niet vervallen. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale*

Art. 12. Il est inséré un article *2bis*, rédigé comme suit, dans le titre préliminaire du Code de procédure pénale :

« Art. *2bis*. Lorsque les poursuites contre une personne morale et contre la personne habilitée à la représenter sont engagées pour des mêmes faits ou des faits connexes, le tribunal compétent pour connaître de l'action publique contre la personne morale désignée, d'office ou sur requête, un mandataire ad hoc pour la représenter. »

Art. 13. L'article 20 du titre préliminaire du même Code est remplacée par la disposition suivante :

« L'action publique s'éteint par la mort de l'inculpé ou par la clôture de la liquidation, la dissolution judiciaire ou la dissolution sans liquidation lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

L'action publique pourra encore être exercée ultérieurement, si la mise en liquidation, la dissolution judiciaire ou la dissolution sans liquidation a eu pour but d'échapper aux poursuites ou si la personne morale a été inculpée par le juge d'instruction conformément à l'article 61*bis* avant la perte de la personnalité juridique.

L'action civile peut être exercée contre l'inculpé et contre ses ayants droit. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant le Code d'instruction criminelle*

Art. 14. Aux articles 23, 24, 62*bis* et 139 du Code d'instruction criminelle, les mots « celui du siège social de la personne morale, celui du siège d'exploitation de la personne morale » sont insérés après les mots « celui de la résidence de l'inculpé ».

Art. 15. A l'article 69 du même Code, les mots « ni celui du siège social de la personne morale, ni celui du siège d'exploitation de la personne morale » sont insérés après les mots « ni celui du lieu où il pourra être trouvé ».

Art. 16. Dans le livre premier du même Code, le chapitre VII contenant l'article 91, est renuméroté en VII*bis* contenant les articles 91 et 91*bis*, et il est inséré un nouveau chapitre VII contenant un article 91, libellé comme suit :

« Chapitre VII — Des mesures provisoires à l'égard des personnes morales

Article 91

Lorsqu'au cours d'une instruction, le juge d'instruction constate de sérieux indices de culpabilité chez une personne morale, il peut, si des circonstances particulières le requièrent, ordonner les mesures suivantes :

1° la suspension de la procédure de dissolution ou de liquidation de la personne morale;

2° l'interdiction de transactions patrimoniales spécifiques susceptibles d'entraîner l'insolvabilité de la personne morale;

3° le dépôt d'un cautionnement dont il fixe le montant, en vue de garantir le respect des mesures qu'il ordonne.

Si les mesures visées à l'alinéa précédent concernent des biens immeubles, il est procédé conformément à l'article 35*bis*. »

Art. 17. Au deuxième paragraphe de l'article 152 du même Code, les mots « s'il est une personne physique et » sont insérés après les mots « en personne ».

Art. 18. L'article 185, §§ 1^{er} et 2, du même Code sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le prévenu, personne morale, la partie civile et la partie civilement responsable comparaitront en personne ou se feront représenter par un avocat.

§ 2. Le prévenue, personne physique, comparaitra en personne. Il pourra cependant se faire représenter par un avocat dans les affaires relatives à des délits qui n'entraînent pas une peine de prison à titre principal, ou dans les débats qui ne portent que sur une exception, sur un incident étranger au fond ou sur les intérêts civils.

Le tribunal pourra toujours autoriser la représentation du prévenu qui justifie de l'impossibilité de comparaître en personne. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging van de wet van 17 april 1878 houdende de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering*

Art. 12. In de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt een artikel *2bis* ingevoegd, luidende :

« Art. *2bis*. Ingeval de strafvordering tegen een rechtspersoon en tegen degene die bevoegd is om de rechtspersoon te vertegenwoordigen, wordt ingesteld wegens dezelfde of samenhangende feiten, wijst de rechtbank die bevoegd is om kennis te nemen van de strafvordering tegen de rechtspersoon, ambtshalve of op verzoekschrift, een lasthebber ad hoc aan om deze te vertegenwoordigen. »

Art. 13. Artikel 20 van de voorafgaande titel van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De strafvordering vervalt door de dood van de verdachte of door afsluiting van vereffening, door gerechtelijke ontbinding of door ontbinding zonder vereffening wanneer het om een rechtspersoon gaat.

De strafvordering kan daarna nog worden uitgeoefend, indien de invereffeningstelling, de gerechtelijke ontbinding of de ontbinding zonder vereffening tot doel hebben te ontsnappen aan de vervolging, of indien de rechtspersoon overeenkomstig artikel 61*bis* door de onderzoeksrechter in verdenking gesteld is voor het verlies van de rechtspersoonlijkheid.

De burgerlijke rechtsvordering kan uitgeoefend worden tegen de verdachte en tegen zijn rechtsopvolgers. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van strafvordering*

Art. 14. In de artikelen 23, 24, 62*bis* en 139 van het Wetboek van strafvordering worden de woorden « die van de maatschappelijke zetel van de rechtspersoon, die van de bedrijfszetel van de rechtspersoon » ingevoegd na de woorden « die van de verblijfplaats van de verdachte ».

Art. 15. In artikel 69 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « noch die van de maatschappelijke zetel van de rechtspersoon, noch die van de bedrijfszetel van de rechtspersoon » ingevoegd na de woorden « die van de plaats waar hij gevonden kan worden ».

Art. 16. In boek I van hetzelfde Wetboek wordt hoofdstuk VII houdende artikel 91, vernummerd tot VII*bis* en artikel 91 tot 91*bis*, en wordt een nieuw hoofdstuk VII ingevoegd houdende een artikel 91, luidende als volgt :

« Hoofdstuk VII — Voorlopige maatregelen ten aanzien van rechtspersonen

Artikel 91

Wanneer gedurende een gerechtelijk onderzoek de onderzoeksrechter ernstige aanwijzingen van schuld bij een rechtspersoon vaststelt, kan hij de volgende maatregelen gelasten, indien bijzondere omstandigheden dat vergen :

1° schorsing van de procedure van ontbinding of vereffening van de rechtspersoon;

2° verbod van specifieke vermogensrechtelijke transacties die tot het onvermogen van de rechtspersoon kunnen leiden;

3° neerlegging van een borgsom tot een door hem bepaald bedrag, als waarborg voor de inachtneming van de maatregelen die hij gelast.

Indien de in het vorige lid bedoelde maatregelen betrekking hebben op onroerende goederen, wordt gehandeld overeenkomstig artikel 35*bis*. »

Art. 17. In § 2 van artikel 152 van hetzelfde Wetboek worden na het woord « indien » de woorden « hij een natuurlijk persoon is en » ingevoegd.

Art. 18. Artikel 185, §§ 1 en 2, van hetzelfde Wetboek worden vervangen als volgt :

« § 1. Een beklagde die rechtspersoon is, de burgerlijke en de burgerrechtelijk aansprakelijke partij verschijnen in persoon of bij advocaat.

§ 2. Een beklagde die natuurlijke persoon is, verschijnt in persoon. Hij kan zich echter door een advocaat laten vertegenwoordigen in zaken betreffende misdrijven waarop geen hoofdgevangenisstraf is gesteld, of in debatten die slechts betrekking hebben op een exceptie, op een tussengeschied dat de zaak zelf niet raakt, of op de burgerlijke belangen.

De rechtbank kan altijd toestaan dat de beklagde zich laat vertegenwoordigen wanneer hij aantoonde dat het hem onmogelijk is in persoon te verschijnen. »

Art. 19. L'article 600 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Le registre contiendra en outre la raison sociale ou la dénomination de la personne morale, son siège social, ses sièges d'exploitation et, le cas échéant, le numéro de registre de commerce. »

Art. 20. L'article 601 du même Code est complété par les alinéas suivants :

« Lorsque la condamnation concerne une personne morale, les greffiers enverront un extrait de ces registres au greffe de la juridiction où les statuts de celle-ci ont été déposés.

Si la personne morale n'a pas déposé de statuts en Belgique ou s'il s'agit d'une personne morale de droit public, cet envoi se fera au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles.

CHAPITRE V. — *Disposition modifiant la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation*

Art. 21. Dans la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation, il est inséré un article 18bis, libellé comme suit :

« Art. 18bis. Pour l'application de la présente loi aux personnes morales, les niveaux de peine prévus doivent se lire comme suit :

— à l'article 3, alinéa 1^{er} : quatre mille francs au lieu de deux mois, et cent vingt mille francs au lieu de cinq ans;

— à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er} : vingt-quatre mille francs au lieu de douze mois, et cent vingt mille francs au lieu de cinq ans;

— à l'article 8, § 1^{er}, alinéa 4 : douze mille francs au lieu de six mois;

— à l'article 13, § 1^{er}, cinq cents francs au lieu d'un mois;

— à l'article 13, § 4, alinéa 2 : cent vingt mille francs au lieu de cinq ans;

— à l'article 14, § 1^{er}, mille francs au lieu de deux mois.

Promulguons la présente loi, ordonnons quelle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999*

Sénat.

Documents parlementaires. - Proposition de loi, n° 1-1217/1. - Amendements, n° 1-1217/2 à 5. - Rapport, n° 1-1217/6. - Texte adopté par la commission, n° 1-1217/7. - Amendements, n° 1-1217/8 à 9. - Rapport complémentaire, n° 1-1217/10. - Texte adopté par la commission, n° 1-1217/11. - Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 1-1217/12.

Annales parlementaires. - Discussion et adoption. Séances des 16 et 18 mars 1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. - Projet transmis par le Sénat, n° 2093/1. - Amendements, n° 2093/2 à 4. - Rapport, n° 2093/5. - Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2093/6.

Annales parlementaires. - Discussion et adoption. Séances des 27 et 28 avril 1999.

Art. 19. Artikel 600 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het register bevat bovendien de firmanaam of de benaming van de rechtspersoon, zijn maatschappelijke zetel, zijn bedrijfszetels en, in voorkomend geval, het handelsregisternummer. »

Art. 20. Artikel 601 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de volgende leden :

« Wanneer de veroordeling een rechtspersoon betreft, zenden de griffiers een uittreksel van die registers aan de griffie van de rechtbank waar de statuten van die rechtspersoon zijn neergelegd.

Heeft de rechtspersoon geen statuten neergelegd in België of gaat het om een publiekrechtelijke rechtspersoon, dan geschiedt die verzending aan de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel. »

HOOFDSTUK V. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie*

Art. 21. In de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, wordt een artikel 18bis ingevoegd, luidende :

« Art. 18bis. Voor de toepassing van deze wet op rechtspersonen worden de bepaalde strafdrempels gelezen als volgt :

— in het eerste lid van artikel 3 : vierduizend frank in plaats van twee maanden, en honderdtwintigduizend frank in plaats van vijf jaar;

— in het eerste lid van § 1 van artikel 8 : vierentwintigduizend frank in plaats van twaalf maanden, en honderdtwintigduizend frank in plaats van vijf jaar;

— in het vierde lid van § 1 van artikel 8 : twaalfduizend frank in plaats van zes maanden;

— in § 1 van artikel 13 : vijfhonderd frank in plaats van een maand;

— in het tweede lid van § 4 van artikel 13 : honderdtwintigduizend frank in plaats van vijf jaar;

— in § 1 van artikel 14 : duizend frank in plaats van twee maanden. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999*

Senaat.

Parlementaire stukken. - Wetsvoorstel, nr. 1-1217/1. - Amendementen, nr. 1-1217/2 tot 5. - Verslag, nr. 1-1217/6. - Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1217/7. - Amendementen, nr. 1-1217/8 tot 9. - Aanvullend Verslag, nr. 1-1217/10. - Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1217/11. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1217/12.

Parlementaire Handelingen. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 16 en 18 maart 1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. - Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 2093/1. - Amendementen, nr. 2093/2 tot 4. - Verslag, nr. 2093/5. - Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2093/6.

Parlementaire Handelingen. - Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 27 en 28 april 1999.